



Développement durable, Changement climatique et Éducation

3 novembre 2016

Conclusion

Laurent Fabius, Président du Conseil constitutionnel

Merci Monsieur le Président, et, citation pour citation, je pense à celle de Pascal : « Il n'y a rien de pire que les savants et les ignorants sauf la catégorie la plus terrible, les demi-savants ».

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chère Laurence – que je retrouve avec plaisir – je vous remercie beaucoup d'avoir songé à m'inviter.

C'est très difficile de conclure un colloque auquel on n'a pas assisté. Mes remarques, je l'espère, ne seront pas trop décalées. Lorsque le Professeur Léna était venu me voir quelque temps plus tôt au Conseil Constitutionnel – jolie Maison que je préside maintenant – il m'avait exposé ses idées. Me souvenant de la période où je présidais la Cop 21 et la Conférence de Paris, je lui avais dit : je pense que votre initiative, ce colloque, c'est une idée excellente, même si je suis ici à un titre, je ne sais lequel, parce que ce n'est pas vraiment le Président du Conseil Constitutionnel qui vous intéresse dans cette affaire ; peut-être est-ce au nom de ce que j'ai fait pour le climat. Je me suis dit que c'était une initiative très intéressante. J'attends avec impatience les vraies conclusions de vos travaux, Laurence Tubiana vient d'y faire allusion.

Je voudrais me situer sur deux plans. D'abord, en revenant à l'essentiel de votre colloque, le rôle que peuvent jouer la communauté scientifique et l'éducation. Je parlerai d'une chose très concrète. L'accord que nous avons obtenu à Paris, l'année dernière et qui sera ratifié demain était tout à fait improbable, quand nous regardons les choses de façon simple : arriver à mettre d'accord 195 pays, qui ne s'étaient jamais mis d'accord sur un sujet épouvantablement compliqué, des pays qui très objectivement sont dans des situations très différentes. Quel est le point commun entre l'Inde, les petites îles, la Russie, la France ? Il y en a très peu. Arriver à cela était improbable. Au fond, si nous avons réussi, ce n'est pas simplement, même si c'est essentiel, grâce au talent de ma voisine avec laquelle je faisais modestement équipe, mais c'est aussi parce qu'il y avait ce que j'ai appelé un alignement des planètes. Quelles étaient les planètes en l'occurrence ? Trois. La planète que j'appellerai politique. Nous n'aurions jamais pu parvenir à cet accord si les Etats-Unis – je dirai plutôt le Président Obama – et la Chine n'avaient pas décidé, pour employer une formule vulgaire, de virer leur cuti, et donc de s'engager à plein dans la lutte contre le changement climatique. Ce n'était pas le cas dans les conférences précédentes cf. ce qui s'était passé à Copenhague en 2009. Comme ils sont les deux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre de la planète, évidemment,

leur implication a eu des effets considérables sur les autres. Cela ne veut pas dire pour autant que les autres étaient convaincus. Nous avons eu l'occasion avec Laurence de voir plusieurs fois le Premier Ministre de l'Inde : Modi. Il faut se mettre un instant de déraison à sa place. Voilà un homme qui personnellement est très intéressé par les technologies nouvelles, qui, lorsqu'il était *Chief Minister* du Gujarat, a fait beaucoup de choses. Mais il gouverne un pays qui a un milliard trois cents millions d'habitants, qui doit sortir quatre cents millions d'Indiens de la pauvreté, et dont la ressource est le charbon. Présenté ainsi, c'est extrêmement audacieux de signer un accord qui veut dire que l'on va aller vers une société décarbonée. Mais la planète politique était au rendez-vous, et par effet de contagion, nous sommes parvenus, comme une espèce de sculpteur, à partir de l'argile brute qui façonne des blocs, à ce que tout le monde finalement signe cet accord qui sera ratifié et déjà signé par 195 pays. Donc la planète politique pour la première fois. La planète sociale, si on est un peu prétentieux « sociétale », c'est-à-dire à la fois les collectivités locales, les entreprises, les ONG, les simples particuliers, qui compte tenu de la détérioration du dérèglement climatique ont évolué dans leurs positions et ont commencé – et même un peu plus – à s'intéresser activement au changement climatique. Le changement le plus intéressant, c'est celui des entreprises. Il y a quelques années, vous en avez fait l'expérience, lorsque l'on parlait à telle ou telle grande entreprise de ce qu'il fallait faire pour décarboner son activité, on disait : oui, mais écoutez, je suis à la tête d'une entreprise, je ne suis pas à la tête d'une ONG. Et désormais les choses ont changé et je le vois tous les jours. Lorsque telle grande banque française décide de ne plus financer le charbon, lorsqu'une plus grande agence de notation mondiale qui s'appelle Standard & Poor's – ce n'est pas une organisation philanthropique – décide de pénaliser les sociétés ou les pays qui ne sont pas engagés dans la décarbonation, lorsque – Paul Polman le patron d'Unilever me disait cela hier – vous avez 1600 entreprises qui maintenant ont une tarification du carbone en interne, cela veut dire que les choses ont changé. Donc planète politique, planète sociale ou sociétale et planète scientifique.

Le travail, qui a été fait, symbolisé par les initiales GIEC, mais qui est finalement beaucoup plus large, est extraordinaire. Nous aurions tenu cette réunion – probablement ne se serait-elle pas tenue, il y a quinze ans – sur la question du changement climatique, la première moitié de la réunion aurait été consacrée à la question de savoir s'il y en avait un et la deuxième moitié de la réunion à savoir s'il avait une origine anthropique. Et il aurait resté peu de temps pour savoir quelles sont les solutions. Aujourd'hui, mis à part quelques exceptions et parmi les exceptions, il y a quand même la moitié des Américains, ce qui pose un problème – y compris un candidat aux élections – qui considèrent en ce qui concerne l'état de la science, je ne dirai pas les choses sont tranchées, mais enfin nous savons que le phénomène existe, qu'il a une origine est essentiellement humaine et nous pouvons donc nous consacrer à la question de savoir : quelles sont les actions que nous devons mener ? C'est dû au travail des scientifiques. Je ne suis pas un philosophe des sciences ou un historien des sciences, mais je pense que c'est une des premières fois où une coordination scientifique est arrivée à modifier à ce point et en peu de temps, une opinion publique mondiale. Là, il faut vraiment en porter reconnaissance au GIEC, qui d'ailleurs a obtenu le prix Nobel, non pas au titre de telle ou telle discipline scientifique, mais au titre de la paix. Ce qui me paraît parfaitement pertinent parce que la question climatique est la mère de toutes les batailles. Ce n'est pas simplement une question climatique. C'est une question qui a des incidences au niveau des mers, sur la santé, sur la nourriture, sur les migrations. Quand on voit les problèmes du fait qu'un million de personnes viennent d'Afrique chez nous, si vous multipliez par 100, compte tenu de la désertification, là ce n'est plus un problème : c'est le problème. C'est donc la question de la guerre ou de la paix qui est finalement posée. Le travail des scientifiques, travail très prudent parce que les rapports du GIEC, qui ne sont pas le livre de chevet que je recommande à toutes les personnes sauf celles qui sont atteintes d'insomnie, ne sont pas facilement accessibles. Ce sont d'ailleurs une des conclusions qu'il faudra certainement tirer. Quand je vous ai vu professeur – et j'avais dit cela

bien sûr au Président et à la Vice-Présidente du GIEC – : faites-vous comprendre ! Il faut évidemment que le substrat soit scientifiquement incontestable donc très prudent. Les recommandations sont prudentes. C'est même le minimum minimorum. Mais après, il faut que cela passe sur le langage courant sinon dans le monde où nous sommes, ce qui n'est pas compris, n'existe pas. Travail formidable ! L'alignement de ces trois planètes, la planète sociale, la planète politique et la planète scientifique a permis ensuite, avec nos modestes moyens de diplomates, de faire que ce qui n'était jamais arrivé arrive ; et que l'on se mette d'accord, non pas sur un texte de Flaubert, mais sur 29 articles et 140 paragraphes de décisions, qui l'on dit souvent, n'ont pas de valeurs contraignantes juridiques. Il n'est pas question de mettre en prison le Président Poutine parce qu'il n'aura pas respecté ces choses. Le fait qu'il y ait un accord signé, maintenant ratifié avec la pression des pairs, la pression de l'opinion publique, est un changement absolument énorme.

L'éducation. Le travail qui nous attend est très compliqué. Pourquoi ? Parce que vous avez un double mouvement, qui d'une certaine manière est contradictoire. C'est très difficile d'expliquer les contradictions. D'un côté – il ne faut pas être bégueule – ce qui est fait depuis un an dans la foulée de Paris est remarquable. Mettre tous ces pays d'accord, c'est formidable, voir qu'ils ont pris des engagements, ce qui n'était jamais arrivé, 189 pays sur 195, c'est remarquable. Voir que cela a été ratifié – je crois que nous sommes à 94 pays aujourd'hui – c'est remarquable alors que pour Montréal, cela a mis des années et des années. Voir que parallèlement, il y a un accord qui concerne l'aviation alors qu'il n'existait pas jusque-là. Voir que l'autre jour au Rwanda, nous nous sommes mis d'accord sur ce qu'il faut faire des HFC qui sont beaucoup, beaucoup plus polluantes si l'on peut simplifier encore que le reste, c'est magnifique. Voir aussi le développement des énergies vertes. Voir l'engagement des pays. Tout cela est extraordinaire. Donc bravissimo. Mais vous êtes des scientifiques et si l'on regarde les chiffres, ils sont très mauvais et beaucoup plus que ce que nous-mêmes, nous avons été amenés à dire. C'est symbolisé par un degré et demi et deux degrés. Le dernier rapport nous indique que nous avons passé par rapport à l'époque pré-industrielle déjà un degré en 2015. Sur la ligne actuelle, nous serons à un degré et demi en 2030 et à deux degrés en 2050. Si les choses continuent comme aujourd'hui, il n'y a absolument aucune chance que l'on reste en dessous de deux degrés en 2100 ou d'un et demi degré. Quand vous regardez aussi le pourcentage des sources d'énergie, bien sûr les énergies vertes se développent extraordinairement, etc. Enfin, quand vous regardez l'état du stock, c'est quand même essentiellement des énergies fossiles. Ce sont 83 % au niveau mondial. Quand vous faites des projections avec l'accumulation de ce que l'on appelle les INDC – c'est-à-dire les engagements nationaux, une novation formidable –, lorsque tous ces engagements nationaux rendus publics sont additionnés à l'occasion de la COP de Paris l'année dernière, nous arrivons non pas à deux degrés, non pas à un et demi degré, mais entre trois degrés et trois degrés quatre. Plutôt trois degrés. Entre trois degrés et un degré et demi, ce n'est pas du tout simplement diviser l'effort par deux. Les chiffres, les tendances, l'élément accumulé sont extrêmement mauvais. C'est difficile pour un public non averti de comprendre cela.

Dans ce domaine, nous ne sommes pas comme dans d'autres domaines où quand nous échouons une année, nous pouvons recommencer l'année prochaine parce que, entre-temps, les gaz ont été émis et ils ne disparaissent pas. Il arrive un moment où nous pouvons parler d'emballement climatique. Ce qui est compliqué vis-à-vis de l'opinion, c'est à la fois de dire bravissimo, pour ce qui a été fait à Paris et ce qui est fait dans le fil de Paris, mais en même temps mesdames et messieurs, nous ne sommes pas du tout au niveau. Il ne faut pas désespérer, car si vous expliquez aux gens qu'aujourd'hui c'est difficile, demain c'est pire, les gens diront : très bien pas d'effort. D'un autre côté, il faut aussi dire que le mot d'ordre doit être application de Paris et accélération. Je n'étais pas là au début de l'exposé de Laurence, si elle a eu l'occasion de vous expliquer que nous

avons été obligés – parce qu’il fallait trouver une synthèse – de mettre des dates. Ces dates sont 2020, 2025, 2030, etc. Mais nous sommes absolument convaincus qu’il faut aller beaucoup plus vite, beaucoup plus loin. Et donc j’espère que ce sera fait à Marrakech. Il faut avoir une pédagogie. C’est là où j’en viens à l’éducation qui explique – je vais faire un geste, je ne peux pas le traduire par des mots – qu’au fond, nous étions dans une courbe, qui était comme cela, elle sort évidemment de l’épure et à la fois par les efforts de tout le monde, par les nouvelles technologies, etc., nous devons arriver à inverser la courbe pour revenir à un point. Nous, nous avons dit dans l’accord : deux degrés, hopefully un degré et demi. Mais les futurs travaux du GIEC montreront et là encore, il y aura une difficulté d’explication, qu’un degré et demi, c’est très, très, très difficile, même si c’est ce qu’il faudrait faire. Faute de quoi, notamment, les oasis, les petites îles, etc. sont recouvertes par les flots et n’existeront plus. Là, ce n’est plus une question de condition de vie, c’est une question de vie.

Alors, pourquoi vous ai-je dit ça ? Parce que ce n’est pas une description théorique. C’est ce que nos successeurs vont trouver sur la table à Marrakech dans quelques jours. Que doit faire Marrakech ? Veiller à l’application de l’accord de Paris, aller plus loin dans les détails que ce que nous avons pu faire et en particulier sur deux, trois sujets qui sont absolument majeurs. Le premier sujet, c’est la transparence. Bon, d’accord ! Les états ont pris les engagements, mais il n’y a pas d’engagement sans vérification et au moment où vous vérifiez : ah, ça, c’est le juge de paix ! Car, tel état qui aurait dû faire 100 et qui fait 200, nous ne mettrons pas son dirigeant en prison. Donc comment faisons-nous ! La technologie nous aidera probablement, car il y aura des satellites qui tourneront, qui expliqueront exactement où nous en sommes et là, les États ne pourront pas tous expliquer que cela vient du voisin. Il y aura un moment de vérité, mais nous avons eu cette difficulté, nous ne l’avons pas résolu à ce stade. Un certain nombre de pays, puisque le grand clivage était entre pays riches et pays pauvres, disaient : eh bien, pour l’évaluation, la transparence, il faut distinguer entre les pays pauvres et les pays riches. Les pays riches doivent avoir une vérification très précise. Les pays pauvres, c’est autre chose. À quoi, sans choquer, nous sommes diplomates, nous avons dit : écoutez, bon, c’est une bouteille d’eau. On ne peut pas dire que c’est du vin ou autre chose, quelle que soit la richesse ou la pauvreté du pays. Cette question de la transparence et du contrôle va être absolument déterminante. Une autre question très importante sera la question de savoir si l’on finance. Nous avons pris des engagements financiers, d’ailleurs, ils sont entérinés à Paris. Ils datent de Copenhague 2009. Il y a un chiffre, un chiffre symbolique, mais enfin important : 100 milliards de dollars par an, qu’il faut que les pays du Nord fournissent au pays du Sud. Pas 100 milliards contrairement à ce que l’on dit souvent ou à ce que l’on pense de crédit public, 100 milliards tout compris. Mais nous ne sommes pas encore aux 100 milliards et un certain nombre de pays, notamment tous les pays Africains qui polluent très peu, mais les premières victimes du réchauffement climatique disent : tout à fait d’accord avec ce que vous dites, mais où sont les financements, où sont les technologies ? Donc il va falloir les fournir. Et nous sommes encore sur un cheminement qui est assez positif, mais qui est encore assez loin du compte. Et là, il y a des confusions, alors, là aussi, l’éducation intervient, y compris — on a été surpris Laurence et moi, d’entendre cela — parmi des experts ou supposés tels, ont dit : mais la solution, c’est le fonds vert. Vous avez entendu : le fonds vert ! Oui, mais le fonds vert, c’est très bien, mais le fonds vert, il a 10 milliards de capitalisation. Il n’y a pas besoin d’être un grand spécialiste pour comprendre qu’avec 10 milliards de capitalisation, on peut difficilement arriver, même avec un effet de levier, à fournir 100 milliards par an. Il y a un petit problème là. Le financement, c’est une clé, faute de quoi les pays pauvres vont se rétracter, le contrôle, la transparence, l’administration de Paris et puis l’accélération de tout cela, qui ne doit pas avoir lieu en 2025, en 2030, etc. Mais je pense que l’accord chez les spécialistes est que 2018 soit l’année du rendez-vous où remettre à niveau tous les engagements des uns et des autres, où l’on s’apercevra objectivement grâce à

l'aide des calculs du GIEC, etc., que l'on n'est pas là où il faut. Et donc l'on va demander un effort supplémentaire et où technologiquement on va pouvoir déjà entrevoir des perspectives.

Voilà exactement, me semble-t-il, la situation où en est le monde par rapport à ce changement climatique, qui n'est d'ailleurs pas simplement un changement ou un réchauffement, qui est plutôt un dérèglement climatique – car cela ne s'entendait pas partout par un réchauffement, c'est évidemment beaucoup plus complexe que ça –. Là-dedans les scientifiques ont eu un rôle majeur, ont un rôle majeur, vont avoir un rôle majeur et l'éducation aussi, car il y a une connexion bien évidente entre les deux. Ils ont eu un rôle majeur, j'ai essayé de vous le montrer à propos du GIEC, mais bon ! Ils ont un rôle majeur parce que ce sont eux qui seront le juge de paix, pour nous dire : mesdames et messieurs les responsables gouvernementaux, locaux, sociétés civiles, vous n'êtes pas au niveau. Donc il faut remonter. Et un rôle majeur dans l'évaluation des scénarios alternatifs, parce qu'il ne faut pas uniquement décrire les risques, mais il faut aussi décrire les risques, et si l'on n'arrive pas à ces deux degrés ou ce un degré et demi, ce n'est pas contrairement à ce que l'on dit souvent, par une formule rapide : la planète qui est détruite. La planète continuera d'exister. Mais une partie de l'humanité, l'humanité, la partie la plus pauvre et la plus fragile, elle, n'aura pas la capacité de vivre. Et donc, ce sont ces scénarios aussi qu'il faut décrire pour arriver à illustrer la formule qui était excellente de Ban Ki-moon, qui disait souvent en bon français : « *there is no plan be, because there is no planet be* ». Voilà ! Donc, bon, ça résume quand même le problème. Et sur ce point, l'éducation entendue au sens de pédagogie est absolument décisive. Alors, quand je reviens aux travaux des scientifiques, oui il faut qu'ils continuent à être parfaitement objectifs, raisonnables, insoupçonnables, comme ils l'ont été. Il faut en même temps qu'ils fassent un effort de vulgarisation par rapport à ce qui a été envisagé et je crois que les nouvelles instances du GIEC en sont absolument convaincues. Il faut que l'on mène en permanence l'affaire climatique et l'affaire de développement. C'est ce que vous disait Laurence. Et ça, c'est important en soi et c'est important dans la manière dont c'est reçu par les populations des pays du monde. Et il faut commencer tout petit, et par des méthodes qui ont prouvé leur efficacité. Et j'ai entendu citer : *La main à la pâte* ! Il faut que par une diversité de méthodes, en utilisant à la fois le plus ancien et le plus nouveau de la technique, que l'on arrive à ce que les jeunes comprennent vraiment le phénomène et souvent, par un mécanisme inversé, éduquent leurs parents, parce que finalement, c'est comme cela que ça se passe. Et sans faire de catégorisation, je crois qu'il y a un travail très particulier à faire auprès des femmes, parce qu'il est avéré que ce sont les femmes qui sont les principales victimes du dérèglement climatique, pour des raisons évidentes, quand on voit ce qui se passe dans les pays pauvres. Et elles ont la capacité de réorienter un certain nombre de choses. Il faut donc faire un travail auprès d'elles dans le cadre plus large de cette priorité qui s'appelle : l'éducation des jeunes femmes, qui est la seule manière de maîtriser à peu près les questions démographiques.

Ce sont des sujets absolument déterminants que nous avons devant nous et je me réjouis que l'AFD, sous la conduite de Laurence et de Rémy Rioux, soit tout à fait engagée dans ce sens en coopération avec l'Académie des sciences. Voilà quelques idées dont je suis sûr que vous les aviez à l'esprit, mais que je voulais traduire, parce que, même si je ne m'occupe plus du fonctionnement de cela, vous avez compris que je continue à m'y intéresser.

Je voudrais finir par une citation de Nelson Mandela que, j'en suis sûr, vous partagerez, qui a dit un jour ceci, je crois, à l'occasion de l'enterrement, non pas de l'enterrement, je me trompe, de l'anniversaire, c'était le 90^{ème} anniversaire d'un de ses compagnons de cellule qui s'appelait Walter Sisulu, et il a dit ceci : « l'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde ». Et il a ajouté : « cette arme-là, c'est une arme de paix ». Et je trouve que c'est très bien. Il me revient une autre citation, on ne se change pas. Vous savez qu'il y a des élections

américaines et lorsque le Président Lincoln se présentait aux élections, a été élu. Son adversaire disait en permanence déjà : « l'éducation, mais c'est cher, c'est cher, c'est cher, arrêtez, arrêtez ». Et Lincoln aurait répondu : « l'éducation, c'est cher, essayez donc l'ignorance ». Je pense que ça clôt en partie le débat. Merci.